

Le kiswahili à l'Université du Burundi ou une langue prestigieuse qui a du mal à s'implanter

Kiswahili at the University of Burundi or a prestigious language that is struggling to establish itself

Constantin NTIRANYIBAGIRA¹

Université du Burundi/Burundi

constantin.ntiranyibagira@ub.edu.bi

Justin GAFURA²

Université du Burundi/Burundi

justin.gafura@ub.edu.bi

Innocent MANIRAKIZA³

Université du Burundi

innocent.manirakiza@ub.edu.bi

Reçu: 31/07/2023, **Accepté:** 04/08/2023, **Publié:** 20/10/ 2023

Résumé

Dans cet article, nous avons analysé, en nous servant de la méthode qualitative, l'état des lieux de l'usage du kiswahili par les étudiants de l'Université du Burundi. Les données ont été recueillies dans les Facultés et Instituts de cet établissement (9 au total) où cette langue est enseignée. Il a notamment été question d'un corpus constitué de six (6) conversations, enregistrées discrètement auprès des étudiants kiswahiliphones qui ont suivi ou suivent le cours de kiswahili. D'autres informations ont été recueillies à l'aide d'un guide d'entretien, auprès d'un échantillon probabiliste représentatif de toutes les sensibilités linguistiques en vigueur à l'Université du Burundi (27 étudiants). Il a été constaté que bien que les étudiants de cette institution ont une certaine préférence pour le kiswahili et le jugent « important », leurs compétences en cette langue restent largement lacunaires à cause d'un ensemble de facteurs endogènes et exogènes.

Mots-clés: kiswahili-langue prestigieuse-Université du Burundi-Burundi.

Abstract

In this article, we have analysed, using the qualitative method, the state of play related to the current use of Kiswahili by students at the University of Burundi. Data were collected from the faculties and institutes of the University of Burundi (9 in total) where Kiswahili is taught. This included a corpus of six (6) conversations, recorded discreetly from Kiswahili speaking students who have

taken or are taking the Kiswahili course. Other information was collected using an interview guide, from a probability sample representative of all linguistic sensitivities at the University of Burundi (27 students). It was found that although students at this institution have a certain preference for Kiswahili and consider it 'important', their skills in the language remain largely deficient due to a combination of endogenous and exogenous factors.

Keywords: Kiswahili-prestigious language-University of Burundi-Burundi.

Incamake¹

Muri iki cigwa, twihweje, hakoreshejwe ubuhinga bufatiye ku mero y'ibintu kuruta ku biharuro, ingene igiswahiri gikoreshwa n'abanyeshure ba Kaminuza y'Uburundi. Ibivugwa muri aka gatabu vyafatiye ku nkuru zatanze n'abanyeshure bo mu bisata icenda (9) vyo muri icyo Kaminuza y'Uburundi vyigisha ururimi rw'igiswahiri. Abo banyeshure basanzwe bakoresha urwo rurimi ku rugero rutandukanye. Twegeraniye amajwi y'ibiyago bitandatu (6) twegeraniye dukoresheje akuma kabigenewe, hamwe n'izindi nkuru zitandukanye zijanye n'ibiyago bitandukanye twagiraniye n'abanyeshure hifashishijwe ibibazo vyateguwe neza. Igitigiri c'ababajijwe ntibafatiye ku kungana kw'ibitigiri, ahubwo kwafatiye canecane ku budasa bw'abanyeshure mu mice itandukanye. Imyihwezo twagize yerekanye ko abanyeshure ba Kaminuza y'Uburundi, naho bipfuzaga gukoresha igiswahiri bakaba kandi bagifata nk'ururimi « rukomeye », ubumenyi bwabo muri urwo rurimi ntibushemeye bivuye ku mvo zitandukanye harimwo izivuye kuri bo bwite n'izifatiye ku bindi.

Ibivugwamwo: Igiswahiri-Ururimi rw'agaciro kanini-Kaminuza y'Uburundi.

Pour citer cet article :

NTIRANYIBAGIRA , Constantin. , GAFURA, Justin et MANIRAKIZA Innocent, (2023), Le kiswahili à l'Université du Burundi ou une langue prestigieuse qui a du mal à s'implanter, *Contextes Didactiques, Linguistiques et Culturels* [En ligne], 1(2), 207-220. Disponible sur le lien : <https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/928>

Pour citer le numéro :

MARTIN, Justine, SOLTANI, El-Mehdi et YAO, Jean-Marc Yao, (2023), Numéro -Spécial- Varia-, *Contextes Didactiques, Linguistiques et Culturels* [En ligne], 1(2), 580p. Disponible sur le lien : <https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/928>

¹ Le kirundi est la langue la plus parlée au Burundi. Il est aussi à la fois langue officielle et nationale.

Introduction

Le Burundi compte quatre principales langues, à savoir le kirundi, le français, le kiswahili et l'anglais. Le kiswahili est arrivé au Burundi vers la fin du 19^e siècle en même temps que les ouvriers tanzaniens qui ont participé à la construction de la ville de Bujumbura (actuellement capitale économique du pays). À cette époque, le kirundi constituait la seule langue parlée sur toute l'étendue du pays (Verdoot, 1971). Quant au français, son introduction au Burundi a coïncidé avec le début de la colonisation belge en 1916, tandis que l'anglais a intégré le paysage linguistique du pays après l'indépendance en 1962. Dès 1962, le kirundi a acquis et conservé le statut de langue officielle aux côtés du français, avant que l'anglais ne soit ajouté à la liste (loi N°1/31 du 3 novembre 2014 portant statut des langues au Burundi). Cette loi a érigé le kiswahili au statut de langue de communication régionale de la Communauté Est-Africaine. Jusqu'au 1^{er} juillet 2007, date à laquelle le Burundi est devenu membre de cette communauté, le kiswahili a largement pâti d'une série de représentations négatives : langue des voyous, des prostitués, des illettrés, etc. (Ntiranyibagira et Rwamo, 2019).

Pendant toute cette période, le kiswahili était presque exclusivement parlé par de petites communautés musulmanes des centres urbains (Cazenave-Piarrot, 2012). Actuellement, non seulement cette langue concentre des discours épilinguistiques positifs, mais elle bénéficie aussi d'un grand prestige fonctionnel qui occasionne une course vers son apprentissage dans toutes les couches socioprofessionnelles du pays. Dans la présente étude, qui fait intervenir la méthode qualitative, il s'agit d'analyser, sur base des données recueillies à l'aide d'un guide d'entretien et des enregistrements, le niveau d'emploi du kiswahili par les étudiants de l'Université du Burundi et les défis y relatifs.

Le choix de l'Université du Burundi a notamment été motivé par le fait qu'il s'agit d'une institution qui est fréquentée par des étudiants d'origines linguistiques et socio-économiques différentes. Ainsi, étant donné que les étudiants sont parmi les couches de la population qui sont plus à même de comprendre les enjeux linguistiques, ils sont donc susceptibles d'apprendre et d'utiliser avec engouement cette langue qui jouit actuellement d'un bon statut social.

1.Aspects méthodologiques

La collecte des données exploitées dans cet article a notamment consisté en une série de neuf (9) entretiens qui ont été menés auprès de vingt-sept (27) étudiants issus de neuf (9) Facultés et Instituts de l'Université du Burundi qui dispensent le cours de kiswahili (à raison de 3 étudiants par année d'études). Par rapport à l'échantillon, l'orientation probabiliste a été choisie. Concrètement, le nombre de participants a été arrêté sur base des critères ci-après : sexe (10 filles et 17 garçons), niveau d'études (Baccalauréat 1, 2, 3), langue première parlée (20 pour le kirundi et 7 pour le kiswahili), lieu de résidence (prise en compte des trois communes urbaines de la capitale Bujumbura : 12 de Ntahangwa, 9 de Mukaza et 6 de Muha). Il s'est également agi de récolter six (6) conversations² entre étudiants enregistrées sans leur consentement pour éviter toute influence qui aurait faussé les résultats. Pour l'analyse des données, la méthode quali-qualitative (Strauss et Corbin, 1990) a été privilégiée.

2.Brève présentation des filières de l'Université du Burundi

L'Université du Burundi a été créée en 1964. Cette Université compte actuellement huit Facultés et cinq Instituts : Facultés de droit ; Faculté des sciences de l'ingénieur ; Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation ; Faculté des lettres et sciences humaines ; Faculté de médecine ; Faculté des sciences ; Faculté des sciences économiques ; Faculté d'Agronomie et de bio-ingénierie ; Institut de Pédagogie Appliquée ; Institut Supérieur du Commerce ; Institut de l'Education physique et des sports ; Institut des statistiques appliquées ; Institut d'Administration et Cartographie Foncière. Certains Facultés et Instituts sont répartis en départements, tandis que d'autres n'ont pas cette organigramme. Ainsi, la Faculté des Lettres et Sciences Humaines compte les départements de Géographie, d'Histoire et de Science Politique, de Langues et Cultures Africaines, de langue et littérature anglaises, et le département de langue et littérature françaises. L'Institut Supérieur de Commerce rassemble les départements d'assistant de direction, de bibliothéconomie, de commerce-marketing, de comptabilité, de fiscalité et de développement communautaire. A la faculté d'Agronomie et de bio-ingénierie, on dénombre les départements de sciences et technologies de l'environnement, de sciences et productions végétales, de sciences et technologies des

² Avant de procéder à la rédaction de cet article, on a d'abord informé les enquêtés que les informations recueillies, y compris celles liées aux conversations, seront publiées. Aucune objection n'a été soulevée.

aliments, de santé et productions animales ainsi que le département de socio-économie. L'institut de Pédagogie Appliquée regroupe les départements d'anglais, de français, de kirundi-kiswahili, de biochimie, de mathématiques et de physique-technologie. Dans la Faculté des sciences, sont logés les départements de biologie, de chimie, des mathématiques, de physique et de sciences de la terre. La faculté des sciences de l'ingénierie comporte quatre filières : architecture et urbanisme, mécanique et énergétique, génie électrique, génie civil et environnemental, bâtiment et ouvrages.

3. Le statut du kiswahili au Burundi avant l'indépendance

Pendant la colonisation allemande (1890-1916) et belge (1916-1962) le kirundi et le kiswahili furent mis en avant dans les rapports entre colonisateurs et colonisés (Ndimurukundo-Kururu, 2004, 2). Selon Ndimurukundo-Kururu, les Allemands forçaient la population à apprendre le kiswahili et à l'utiliser dans la vie courante. Aussi, les écoles de l'époque privilégiaient cette langue. L'Allemagne voulait en plus faire du kiswahili une langue d'unification des peuples burundais, rwandais et tanzaniens. Sous la colonisation belge, le kirundi a été considéré comme langue indigène, tandis que le français devenait langue nationale. Tout en introduisant le français dans l'administration, les Belges ont renforcé l'usage du kiswahili dans leurs contacts avec la population autochtone en se servant d'intermédiaires Burundais et Congolais (en 1925, la colonisation belge a créé une union belgo-congolaise intégrant le territoire du Rwanda-Burundi).

Depuis 1932, l'administration coloniale belge a obligé les agents et administrateurs coloniaux à parler la langue indigène, à savoir le kirundi, en lieu et place du kiswahili. Ces autorités devaient désormais se soumettre à une session d'examen du kirundi. Ainsi, la connaissance de la langue indigène conditionnait toute promotion hiérarchique du personnel colonial. Le kirundi fut donc institué langue de communication avec la population, tandis que le français et le néerlandais demeuraient langues de l'administration. En 1958, le kirundi fut introduit comme langue obligatoire en deuxième position après le français ou le flamand selon le principe fondateur de la création de l'union belgo-congolaise dont faisaient partie le Burundi et le Rwanda.

4. La politique linguistique éducative postcoloniale

Au Burundi, la réforme des années soixante-dix en faveur de la *kirundisation* et la *ruralisation* a été suivie, dix ans plus tard, par un retour en

force du français qui s'est notamment manifesté par l'importance de cette langue dans le système scolaire en tant que langue enseignée et/ou d'enseignement, et à travers les évaluations certificatives. Selon Mazunya et Habonimana (2010), la politique de *kirundisation* et *ruralisation* de l'enseignement a essentiellement été appliquée dans l'enseignement primaire et professionnel dans le but d'inculquer la culture burundaise aux jeunes élèves. Par conséquent, on a procédé à l'introduction de nouvelles matières typiquement locales et l'augmentation du temps de cours et des séances de kirundi. La *kirundisation* ambitionnait entre autres de permettre aux jeunes élèves de garder l'ambiance familiale d'expression et de mode de pensée, d'éviter que les langues « inconnues » des enfants ne bloquent la spontanéité (ce qui aurait pu constituer un écart entre l'apprenant et l'objet de connaissance), et de minimiser les déperditions scolaires imputées aux langues « étrangères ». Quant à la *ruralisation*, elle consistait à orienter l'école vers un enseignement pratique.

Dans ce sens, l'école devait être en quelque sorte une unité de production. La *ruralisation* avait donc pour objectif la valorisation de l'enseignement du métier qui occupait la grande partie de la population, à savoir l'agriculture. A cette époque, on a vu proliférer jardins, fermes, et coopératives scolaires. A long terme, on envisageait d'aboutir à une école conçue pour et par la communauté. Cette dernière devait participer à l'éducation des enfants par la gestion d'une école orientée vers la contribution au développement du milieu où elle était implantée. Cela étant, cette politique a vite été abandonnée à cause du manque de moyens (matériels et humains) nécessaires. Le deuxième changement est intervenu en 1989. Celui-ci a permis l'apprentissage du français comme matière enseignée à partir de la première année du primaire, la langue d'enseignement demeurant le kirundi. Auparavant, le français n'était enseigné comme matière qu'à partir de la troisième année. En 2006, date de la dernière réforme des programmes, a commencé l'apprentissage de l'anglais, et du kiswahili dans les classes de première et deuxième année du primaire. Avec l'adoption de la loi de 2014 régissant l'utilisation des langues qui consacre un multilinguisme officiel (le kirundi, le français, et l'anglais), le Burundi s'est doté d'une nouvelle politique visant l'attachement à l'identité nationale (le kirundi) et l'ouverture sur l'extérieur (le français, le kiswahili, et l'anglais).

Cette politique est axée sur la revalorisation de la langue nationale pour en faire un tremplin culturel du développement du pays, l'instauration d'un multilinguisme fonctionnel, convivial et complémentaire, ainsi que le respect des engagements et recommandations internationaux. Ne voulant pas choisir entre le français et l'anglais, le Burundi a estimé que la meilleure option était celle de faire coexister les deux langues internationales afin de bénéficier des opportunités offertes par l'une et l'autre. La finalité de cette politique est de répondre efficacement aux sollicitations géopolitiques du continent africain et du reste du monde.

En réponse aux différentes réserves émises à l'endroit de l'apprentissage précoce et simultané de 4 langues (kirundi, français, kiswahili, et anglais), cette nouvelle politique linguistique éducative préconise une évaluation du système avant d'envisager sa généralisation. Elle maintient le kirundi, comme langue d'enseignement de l'école maternelle à la sixième année de l'école fondamentale et le français de la 7^e année à l'université, à l'exception de certains instituts et filières de l'enseignement supérieur qui, selon leur spécificité, mettent en avant le kirundi, l'anglais ou le kiswahili. Pour ce qui est de la formation des futurs enseignants du secondaire à l'Université du Burundi et à l'Ecole Normale Supérieure, l'orientation des étudiants dans les Départements a priori « linguistiques » (Mazunya et Habonimana, 2010) dénote une certaine importance accordée au français et à l'anglais. Cependant, les données y relatives (que nous présentons dans le tableau ci-contre) sont à titre illustratif et pourraient avoir changé avec l'introduction du système LMD et la création de nouveaux Départements comme celui de Kirundi-Kiswahili, même s'il n'y a pas encore eu de recherches dans ce sens.

5.L'enseignement des indigènes conçu par les missionnaires Belges

L'objectif principal des missionnaires était de former de « bons chrétiens » au service de la colonisation (Laroque, 2013, 77). La scolarisation des indigènes devait donc éveiller les consciences par les conversions au christianisme, tout en améliorant l'économie locale et rurale. Les religieux se déployaient au milieu de la population, vivaient à ses côtés, et l'aidaient à augmenter les rendements vivriers. La connaissance des techniques agricoles était enseignée dans toutes les écoles que fondèrent les missionnaires. Dans un premier temps, l'enseignement était donc à la fois minimaliste et pragmatique. Lorsque les Belges ont débuté leur mandat sous l'aval de la Société des Nations, les missionnaires étaient déjà bien présents et avaient commencé la réorganisation partielle du pays. Les Pères Blancs disposaient d'un avantage sur les administrateurs coloniaux : la

connaissance du terrain. Les colons Belges ont ainsi été obligés de composer avec les religieux. Dans ce sens, une convention a été passée en 1928 entre le Royaume de Belgique et l'Eglise. La convention stipulait que les religieux devaient recevoir des subventions de l'Etat belge, en échange de quoi ils s'engageaient à gérer l'éducation des Burundais selon le programme de la colonisation.

Par conséquent, les missionnaires devenaient des agents intermédiaires entre les indigènes et l'administrateur. Ils éduquaient les premiers en kirundi et leur apprenaient les valeurs et la culture européenne, tout en informant les seconds des progrès réalisés. La base de l'enseignement missionnaire était la religion. C'est par l'apprentissage de la Bible que passait l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. L'enseignement de base proposé aux Burundais avait pour but de former des indigènes dociles, des promoteurs de la civilisation européenne au milieu des collines (Gahama, 1983). L'école missionnaire préparait également à intégrer le petit séminaire pour former les futurs catéchistes autochtones. D'après Gahama, elle était conçue comme un outil non pas d'émancipation mais de responsabilisation des indigènes. Cette formation s'inscrivait donc sur le court terme. Il s'agissait de former une masse laborieuse plutôt qu'une élite éclairée. Les colons belges, comme l'ont fait leurs prédécesseurs Allemands, s'accommodèrent de ce monopole des religieux. Les programmes scolaires durant la période coloniale restèrent rudimentaires. Les missionnaires enseignaient aux indigènes la base de la lecture, de l'écriture et du calcul. Le reste de l'enseignement était axé sur des matières pratiques qui pouvaient directement servir la mission (Laroque, 2013, 79).

Parallèlement à cet enseignement rudimentaire imaginé par les missionnaires, une formation plus exigeante se développait timidement. Les colonisateurs belges voulaient former les futurs « évolués », raison pour laquelle ils ont réformé le système en créant deux systèmes d'écoles. D'une part, l'école des missions réservée au bas peuple avec un enseignement sommaire ; d'autre part, l'enseignement officiel plus sélectif ouvert aux enfants de chefs. La première école officielle fut créée en 1923 et dispensa un enseignement de calcul et de lecture à 140 élèves. La langue employée était le kiswahili. On n'y apprenait le français qu'à partir de la quatrième année. Le succès des écoles officielles fut mitigé. En 1925, seules 8 écoles officielles accueillaient 607 élèves. La même année, les missionnaires recevaient 20186 élèves dans 154 classes (Gahama, 1983). Parallèlement, le besoin en personnel technique devenait de plus en plus urgent. Les

administrateurs fondèrent alors des écoles spécialisées d'assistants médicaux et de vétérinaires. L'école coloniale était donc discriminante, elle ne cherchait pas à prodiguer un enseignement qualifiant pour l'ensemble de la population mais seulement à former selon les besoins du colonisateur (Laroque, 2013, 81).

D'un côté, il fallait éduquer de futurs travailleurs qui obéiront aux ordres de l'administration dans la perspective d'un développement économique. De l'autre, il s'agissait de former les fils de chefs qui deviendront des relais d'autorité au niveau collinaire dans un système d'administration indirecte. L'éducation n'avait pas pour but d'éveiller les consciences, de développer le sens critique ou la curiosité intellectuelle. Cela pourrait créer des contestations contre le nouvel ordre colonial. Au plan qualitatif, l'enseignement au Burundi ne se développa que très lentement et répondit aux besoins immédiats de la colonisation (Gahama, 1983).

Ces raisons expliquent sans doute le développement tardif de l'enseignement secondaire. Gahama indique que le premier établissement de ce type n'a été fondé à Astrida au Rwanda qu'en 1929. Il reçut les premiers élèves en 1932. A l'origine, l'école devait répondre aux besoins de scolarisation de la région. Finalement, l'établissement devint un centre éducatif important durant toute la période coloniale. Le programme dispensé visait la formation d'auxiliaires dans tous les domaines, selon les besoins du moment. En réalité, on formait à Astrida des fonctionnaires bureaucrates dont le profil se distinguait des autorités coutumières respectées de la population. Là encore, le caractère discriminatoire était assez flagrant. Les fils de chefs devaient y entrer coûte que coûte (Laroque, 2013, 82).

Pour Laroque, l'enseignement secondaire avait pour but de former un nombre restreint de personnes, et il a été pendant longtemps assimilable à un approfondissement superficiel du primaire. Ce n'est que vers la deuxième moitié du 20^e siècle que l'accent a réellement été mis sur la formation post-primaire. En effet, à partir de cette époque, les subventions vouées à l'éducation ont progressivement augmenté. En 1946, le budget dédié à l'enseignement représentait 5,7 % du budget ordinaire total du Ruanda-Urundi, contre 15,3 % en 1954. Selon Gahama, l'enseignement « officiel congréganiste pour indigènes » fut le plus financé (presque 10 % du budget global de l'éducation). Cette part était d'autant plus importante qu'elle concernait le Groupe Scolaire d'Astrida et l'Ecole professionnelle d'Usumbura. En outre, l'administration prévoyait la création d'une

troisième école professionnelle au Rwanda, près de Kigali. Le budget consacré à cet enseignement était destiné à augmenter selon la volonté politique des Belges et le besoin de former les futurs « évolués ». L'enseignement « libre subsidié pour indigènes » a également connu une nette augmentation due à la nécessité de former la « masse », et parmi elle, des moniteurs. Pour équilibrer les futures dépenses qui semblaient inévitables, l'administration opta pour la participation financière directe des indigènes en instituant un impôt capital. La justification à cette décision fut avant tout d'ordre moral : il s'agissait ainsi de « responsabiliser » les bénéficiaires.

6. Analyse et discussion des résultats

Cette section passe en revue les données de l'enquête autour de trois (3) principaux axes pouvant renseigner sur la pratique du kiswahili à l'Université du Burundi par les étudiants : les avis des étudiants sur les langues enseignées à l'Université du Burundi ; le kiswahili, une langue hautement identitaire, les compétences linguistiques des étudiants en kiswahili.

6.1. Les avis des étudiants sur les langues enseignées à l'Université du Burundi

Les langues enseignées à l'Université du Burundi ne bénéficient pas des mêmes représentations de la part des étudiants. En effet, selon ces derniers, le kirundi est la langue nécessaire pour réussir localement, l'anglais et le kiswahili sont des langues utiles pour communiquer dans la région (pouvant donc servir de pont entre les populations de différents pays de l'Afrique de l'est), tandis que le duo anglais-français est incontournable pour réussir dans le monde entier. Selon l'aspect pris en compte, les indications ci-après ont été proposées :

Langue utile : français, anglais, kirundi, kiswahili.

Langue poétique : français, anglais, kirundi, kiswahili.

Belle langue : français, anglais, kirundi, kiswahili.

Langue dont on est fier : français/kirundi, anglais, kiswahili.

Langue qu'on aime : français/kirundi, anglais, kiswahili.

Langue qu'on choisirait en cas de monolinguisme : kirundi, français, anglais, kiswahili.

Langue facile à apprendre : kirundi, kiswahili, français, anglais.

Langue riche : français, anglais, kirundi, kiswahili.

Langue des élites : français, anglais.

Le kiswahili à l'Université du Burundi ou une langue prestigieuse qui a du mal à s'implanter

Langue dont les locuteurs sont « sous-informés » : kiswahili, kirundi.
Langue dont les locuteurs sont issus des milieux favorisés : anglais, français.
Langue dont les locuteurs sont issus des milieux pauvres : kiswahili.
Langue dont les locuteurs sont assimilés aux « voyous » : kiswahili.
Langue dont les locuteurs sont assimilés aux « prostituées » : kiswahili.
Langue maternelle la plus parlée: kirundi.
Langue qu'on est obligé de connaître si on vit au Burundi : kirundi.
Langue utilisée dans l'administration : français, kirundi.
Langue dont la connaissance suffit pour communiquer partout au Burundi : kirundi.
Langue véhiculaire : français/anglais, kiswahili, kirundi
Langue à éviter en présence d'un étranger : kirundi, kiswahili.
Langue dont les locuteurs peuvent avoir un bon emploi : français/anglais.
Langue dont les locuteurs peuvent être promus : français/anglais.
Langue utilisée en sciences et technologies : français/anglais.
Langue utilisée dans l'enseignement : français/kirundi/anglais, kiswahili.
Langue utilisée dans la presse orale et écrite : français/kirundi/anglais/kiswahili.
Langue utilisée en littérature orale et écrite : français/kirundi/anglais, kiswahili.
Langue utilisée comme langue officielle : français/kirundi, anglais.
Langue utilisée dans les débats parlementaires : français/kirundi.
Langue transmise de génération en génération : kirundi, kiswahili.

A partir de ces différents types de représentations qui sont collées aux langues par les étudiants, il y a lieu de remarquer que, malgré un regard encore négatifs que certains étudiants gardent envers lui, le kiswahili commence à se frayer un chemin vers les secteurs privilégiés.

6.2. Le kiswahili, une langue hautement identitaire

Les représentations envers le kiswahili démontrent que le kiswahili est moins prestigieux, puisqu'étant moins inutile, ne permet pas d'avoir un bon emploi, ne garantit aucune promotion socioprofessionnelle, etc. Ce constat contraste cependant avec certains sentiments de nos informateurs à l'égard de cette langue. Les enquêtés sont pour la plupart d'entre eux attachés à ce qu'ils considèrent comme étant « leur langue » (langue aimée, transmise de génération en génération, dont on est fier, et qu'on choisirait en cas de monolinguisme). Mais, d'où vient cet attachement à une langue si « moins prestigieuse » ? La réponse à cette question pourrait se trouver dans la fierté

identitaire que ressentent les locuteurs. Autrement dit, la fonction identitaire semble faire partie des plus importantes que remplit le kiswahili³. Cette fonction se décline dans le rapport entre les locuteurs et leur langue, lequel rapport oriente l'activité cognitive, la dimension affective, et tout ce qui est socialement partagé (Mejri, 2001, 72).

Sur le plan cognitif, Mejri voit dans la langue le pouvoir de donner la forme aux contenus. Chaque langue a ses propres catégories, ses parties du discours, et d'autres faits de conceptualisation. Ce type de découpage, constate Mejri, constitue les formes dans lesquelles se construit et s'exprime la pensée. Une langue ne peut donc pas être appréhendée indépendamment du patrimoine philosophique, idéologique ou esthétique qu'elle véhicule d'une manière ou d'une autre. Selon Martin (1987), apprendre une langue, c'est aussi s'imprégner de sa littérature et des œuvres maîtresses qui l'ont fixée à travers l'histoire. C'est aussi faire siennes toutes les croyances qu'elle comporte. La dimension affective est liée aux sentiments, aux désirs, et aux répulsions. Cette dimension se remarque dans l'usage d'expressions, d'interjections et toutes sortes d'intonations pour communiquer affectivement. On y traduit ses rêves, ses espoirs, ses déceptions, ses douleurs, et ses peines (Mejri, 2001, 73). D'après Mejri, l'étranger c'est d'abord celui qui ne partage pas sa langue, celle dans laquelle on communique et qui donne droit de cité parmi les autres. La langue est aussi un outil qui peut être à l'origine de l'exclusion et du rejet par ceux qui ne s'y reconnaissent pas. Elle est un élément essentiel dans la définition du concept de la nation. La langue est aussi un lien véhiculant tout ce qui est socialement partagé, c'est-à-dire la culture.

A l'Université du Burundi, beaucoup d'étudiants locuteurs du kiswahili ont un bon niveau de compétence cognitive en cette langue (dont elle est généralement la langue première). Ils partagent aussi les mêmes valeurs et connaissances, et font montre d'un attachement affectif indéfectible envers cette langue. Par cet attachement, les locuteurs (surtout natifs) tiendraient donc à assurer l'avenir d'une langue héritée des parents, et qui exprime le mieux leur identité. En d'autres termes, par la transmission du kiswahili, les locuteurs seraient conscients de faire perdurer une langue qui porte à la fois leur être. C'est peut-être pour cela que, dans les conditions normales, on comprendrait mal un musulman Burundais non kiswahilophone.

³ A l'origine, le kiswahili est considéré comme une langue liée à la religion musulmane (Cazenave-Piarrot, 2012).

6.3. Compétences linguistiques des étudiants en kiswahili

Corollairement à la mesure d'enseigner l'anglais et le kiswahili à l'école primaire (réforme de 2006), le nombre de langues enseignées à ce niveau est passé à quatre (le kirundi, le français, le kiswahili et l'anglais). Cependant, après s'être rendu compte que l'acquisition des quatre langues à partir de la première année pose des problèmes aux apprenants, le gouvernement du Burundi a opté pour leur échelonnement (Décret N° 100/078 du 22 mai 2019 portant fixation des langues d'enseignement et échelonnement des langues enseignées à l'école fondamentale). Dans ce décret, il est mentionné que le kiswahili est enseigné à partir de la cinquième année de l'enseignement fondamental (Article 8). Curieusement, malgré cette introduction plus ou moins précoce du kiswahili comme langue enseignée, beaucoup d'étudiants enquêtés ont affirmé qu'ils ne sont pas capables de s'exprimer en cette langue.

Cet état des choses se remarque également dans les pratiques langagières de ces derniers. En effet, les enregistrements réalisés lors de l'enquête comportent plus d'hybridismes qu'un usage sélectif du kiswahili. La réponse à la question de savoir comment les étudiants jugent leur compétence en kiswahili corrobore les faits. Dans la plupart des cas, toutes les compétences linguistiques (orales et écrites) sont « un peu » maîtrisées. Ce bas niveau en kiswahili dont font montre les étudiants, qui est la résultante d'un certain nombre de facteurs tels qu'énumérés par les enquêtés (conditions d'apprentissage, lieu de résidence, utilisation générale des langues), influe sur leur épanouissement linguistique, parce qu'ils sont parfois exclus de certaines activités directement liées à leur cursus de formation. Cette situation conduit inévitablement à un état d'insécurité intralinguistique.

Conclusion

L'auto-appropriation du kiswahili par les étudiants de l'Université du Burundi reste largement lacunaire. Cette dernière semble essentiellement conditionnée par plusieurs facteurs inhérents aux concernés eux-mêmes, à l'évolution de la politique linguistique du pays et au contexte linguistique du pays d'une manière générale. Compte tenu du background des étudiants en kiswahili et des compétences linguistiques en cette langue acquises à l'Université du Burundi, il y a lieu d'affirmer que le chemin vers un usage effectif de cette langue est encore long. Pour remédier à cette situation, le kiswahili devrait bénéficier d'un soutien (généralisation de son usage dans

différents secteurs socioprofessionnels) de la part des décideurs politiques et des locuteurs.

Références bibliographiques

- CAZENAVE-PIARROT, Alain, (2012), *Le kiswahili au Burundi : un front pionnier linguistique* [Disponible sur <http://www.geographica.danslamarge.com/le-kiswahili-auburundi-un-front.html>], (consulté le 20/04/2023).
- GAHAMA, Joseph, (1983), *Le Burundi sous administration belge, la période du mandant 1919-1939*. Paris: Karthala, 465p.
- LAROCQUE Aude, 2013, *Historiographie et enjeux de mémoires au Burundi*. Thèse de doctorat en Histoire, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 642p.
- MAZUNYA, Maurice et HABONIMANA, Alexis, (2010), *Les langues de scolarisation dans l'enseignement en Afrique subsaharienne francophone: cas du Burundi*. Résumé institutionnel du rapport d'étude-pays. Bujumbura: Agence Universitaire de la francophonie [Disponible sur http://www.elanafrique.org/sites/default/files/fichiers_attaches/rapport_lasco_laf_cas_burundi.pdf], (consulté le 10 avril 2023).
- MEJRI, Salah, 2001, « Normes et contre-normes : fonction identitaire et renouvellement du système », *Diversité culturelle et linguistique : quelles normes pour le français ?* (actes du colloque de Beyrouth, décembre 2001), p 69-76.
- NDIMURUKUNDO-KURURU, Barbara, 2004, « Problématique de la législation linguistique au Burundi », *Diversité culturelle et développement durable. Leçons et perspectives* (Rapport du Colloque d'Ouagadougou, 1-4 juin 2004), p 37-41.
- NTIRANYIBAGIRA, Constantin et RWAMO, Alice, (2019), *L'insécurité linguistique chez les locuteurs du kirundi: cas des alternances intranominales et intraverbales*. Odisseia, Natal, RN, v. 4, n. 2, pp (1-15). Disponible sur <https://periodicos.ufrrn.br/odisseia/issue/view/822>. Consulté le 12 avril 2023.
- ROBERT Martin, (1987), *Langage et croyance*. Paris : Mardaga, 189p.
- STRAUSS, Anselm. L., and CORBIN, Juliet 1990. *Basics of Qualitative Research: Grounded Theory Procedures and Techniques*. Thousand Oaks: - SAGE Publications, 272p.
- Verdoodt, Albert, (1971), *Structures ethniques et linguistiques au Burundi 'pays unimodal' typique*. Québec : Centre international de recherche sur le bilinguisme, 31p.